

CHAPITRE IV

Les résultats économiques des exploitations agricoles en 2014 - données du Réseau d'Information Comptable Agricole ⁽¹⁾

(Estimation au 15 décembre 2015)

Méthodologie	97
1. Évolutions conjoncturelles et à moyen long terme des résultats selon les orientations productives	98
2. Les disparités de résultats en 2014	102
3. Les subventions aux exploitations agricoles en 2014	106
4. La situation financière des exploitations agricoles	109

(1) Ce rapport a été préparé au Bureau des statistiques sur les productions et comptabilités agricoles du SSP par Marie-Sophie DEDIEU, Cécile WELTER-NICOL, Olivier LOUVEAU et Vincent MARCUS.

Rapport annuel RICA 2014 - Méthodologie

Le RICA et le champ couvert

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations technico économiques. En France métropolitaine, **le RICA couvre le champ des exploitations dont la production brute standard (PBS) est supérieure à 25 000 €**. Il représente ainsi les moyennes et grandes exploitations, soit, en 2010, 97 % de la PBS, 93 % de la surface agricole utile, 87 % du volume de travail agricole et 64 % des exploitations agricoles. **L'ensemble des données présentées dans ce rapport sont sur le champ France métropolitaine.**

Données 2014 : données quasi-définitives

Les données 2014 présentées dans ce rapport ont été établies à partir de l'échantillon RICA disponible au 16 novembre 2015, soit un échantillon de 6 694 exploitations représentatives de près de 299 000 moyennes et grandes exploitations de France métropolitaine. Cet échantillon représente **95 % de l'échantillon définitif du RICA 2014** qui sera disponible fin janvier 2016.

Evolutions 2013-2014

Les évolutions 2013-2014 sont, sauf mention contraire, exprimées en euros 2014.

Pour en savoir plus sur le RICA, voir la rubrique « à propos du RICA » sur [agreste.gouv. fr](http://agreste.agriculture.gouv.fr) :
<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/reseau-d-information-comptable/a-propos-du-rica-978/>

1. Évolutions conjoncturelles et à moyen long terme des résultats selon les orientations productives

2014 : des résultats moyens stables par rapport à 2013, proches de la moyenne du début des années 2000 après plusieurs années d'importantes fluctuations

Au cours de l'année 2014, les charges d'approvisionnement des exploitations se sont contractées (- 4 % en moyenne) dans un contexte de baisse de prix des intrants. Cette baisse a permis de compenser le léger repli des ventes (- 1 %) consécutif à la baisse des prix de nombreux produits et la diminution des subventions d'exploitation (- 4 %). En moyenne, l'excédent brut d'exploitation (EBE), indicateur des ressources dégagées par le processus de production¹ se maintient (+0. 1 %) par rapport à 2013 et s'établit à 72 500 € par exploitation.

Le résultat courant avant impôt (RCAI) est également relativement stable (- 1 %) par rapport à 2013, dans un contexte de légère progression des dotations aux amortissements (+ 3 %). Il se situe en moyenne à 36 100 € par exploitation en 2014. Ramené à l'unité de travail annuel non salariée (Utans)², le résultat courant avant impôt par actif non salarié s'établit à 25 200 €.

Le résultat de l'exercice par actif non salarié, qui intègre notamment les plus-values sur cession d'actifs, diminue de 3 % par rapport à 2013 et se situe à 29 400 € par Utans.

Tableau 1. Indicateurs de synthèse des résultats 2014 et des évolutions 2013-2014 par orientation

Orientation	Excédent brut d'exploitation		Dotations aux amortissements		Résultat courant avant impôt par actif non salarié		Résultat de l'exercice par actif non salarié	
	2014	Evol. 13/14	2014	Evol. 13/14	2014	Evol. 13/14	2014	Evol. 13/14
	(en €)	en %*	(en €)	en %*	(en €)	en %*	(en €)	en %*
Céréales et oléoprotéagineux	53 056	-7,7%	32 046	-1,0%	15 316	-17,8%	22 390	-14,8%
Autres grandes cultures	93 971	-30,2%	45 917	-0,2%	34 215	-44,4%	39 890	-42,4%
Maraîchage	62 103	-17,0%	25 687	-18,3%	22 999	-6,0%	25 912	-7,3%
Horticulture	57 149	21,9%	22 268	18,1%	22 763	24,6%	24 583	25,0%
Viticulture	92 076	24,3%	23 836	6,1%	49 717	33,8%	52 731	28,1%
Fruits et autres cultures permanentes	62 099	-12,5%	27 678	8,4%	21 467	-25,5%	25 980	-19,0%
Bovins lait	84 174	2,6%	37 192	2,4%	24 704	4,0%	28 503	2,3%
Bovins viande	48 159	-0,6%	21 903	1,9%	18 295	-1,7%	21 962	-3,2%
Bovins mixte	91 939	1,9%	44 532	6,8%	22 684	-2,2%	27 699	-0,4%
Ovins et caprins	50 900	12,3%	22 024	3,7%	18 385	22,9%	21 489	18,7%
Porcins	75 935	-25,2%	47 617	1,4%	11 890	-59,1%	14 069	-56,9%
Volailles	77 171	10,8%	37 511	1,2%	23 994	29,9%	27 105	17,7%
Granivores mixtes	94 299	4,9%	42 485	6,6%	22 036	-3,8%	25 479	-7,4%
Polyculture, polyélevage	76 401	-4,1%	41 709	3,5%	18 735	-13,1%	23 227	-13,7%
Ensemble	72 473	0,1%	32 466	2,5%	25 151	-0,7%	29 377	-2,5%

* Evolutions calculées en valeurs réelles

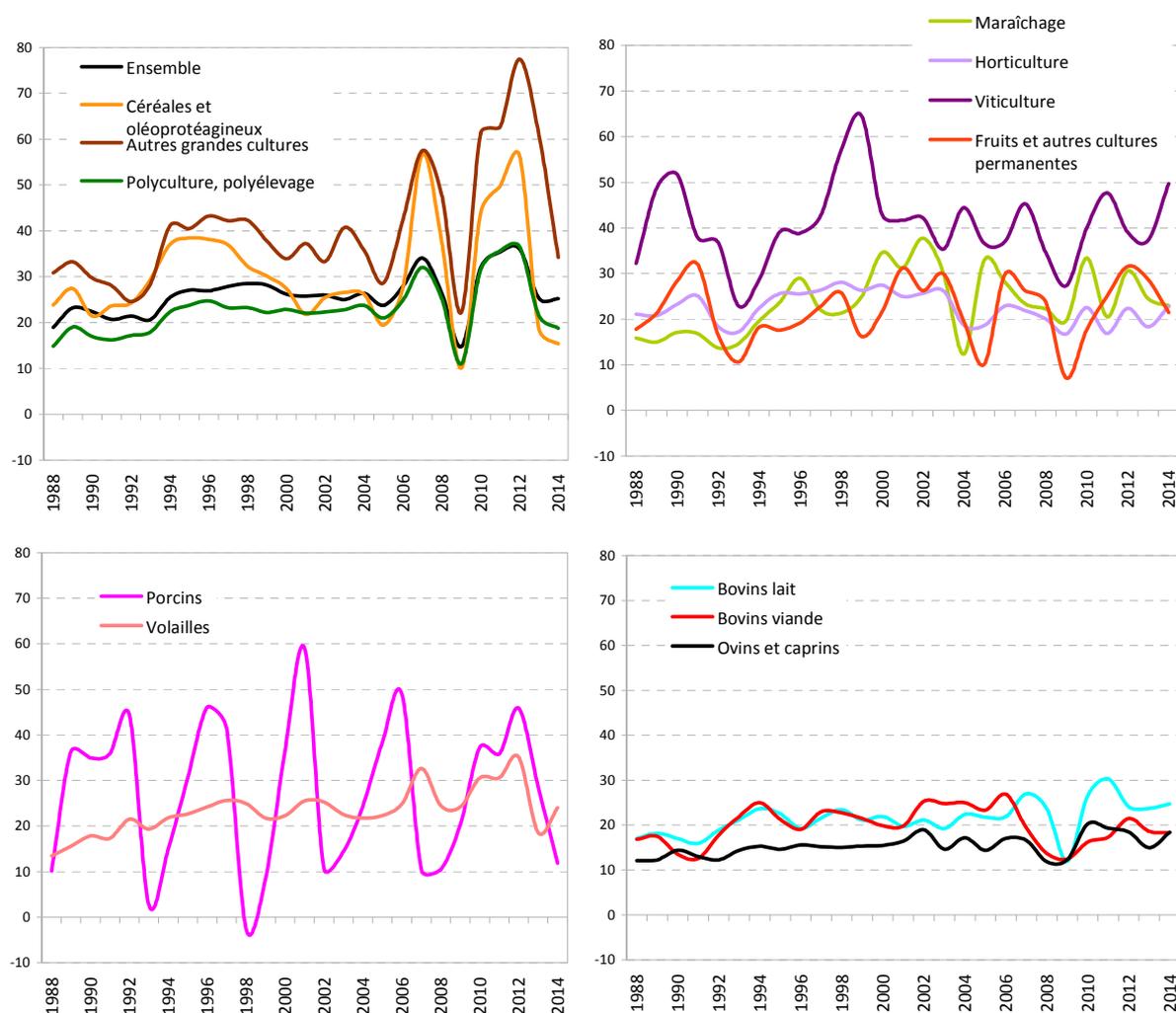
Source : SSP RICA

¹ L'EBE correspond schématiquement à la différence entre les ventes et subventions d'exploitation et les charges d'exploitations (consommations intermédiaires, charges de personnel, fermages).

² Le RCAI par Utans présenté dans cette partie 1 correspond au ratio du RCAI moyen et des Utans moyens par orientation, ou toutes orientations confondues. Ainsi calculé, le RCAI par Utans se rapproche de la moyenne des ratios individuels pondérés par les Utans.

Sur longue période, après plusieurs années marquées par d'importantes fluctuations, en lien notamment avec les évolutions du cours des céréales, le RCAI par Utans est comparable à la moyenne du début des années 2000 (-1 % par rapport à la moyenne 2000-2005).

Figure 1 - Evolution du RCAI par Utans par orientation productive, en milliers d'€ 2014



Source : SSP RICA

L'évolution des résultats moyens masquent toutefois des évolutions contrastées selon les orientations productives.

Baisse des prix et des résultats en grandes cultures

Dans un contexte de forte baisse des prix (-15% environ), les ventes des exploitations spécialisées en céréales et oléagineux et protéagineux (COP) diminuent de 4 % par rapport à l'année précédente. Le prix moyen de vente du blé pour ces exploitations passe en effet de 189 €/tonne en 2013 à 161 €/tonne en 2014 ; celui du colza de 393 €/tonne en 2013 à 328 €/tonne en 2014 et celui de l'orge d'hiver de 163 €/tonne en 2013 à 140 €/tonne en 2014³. La baisse des charges d'approvisionnement (-5 %) permet de limiter la baisse de la valeur ajoutée (-1 %). Néanmoins, dans un contexte de baisse des subventions d'exploitations (-6 %), l'excédent brut d'exploitation se réduit de 8% et s'établit à 53 100 € en 2014. Les dotations aux amortissements (32 000 €) ont un poids important dans cette orientation (60 % de l'EBE en 2014). En 2004, elles sont restées relativement stables (-1 %). Dans ce contexte, le RCAI baisse de 17 %, et s'établit à 18 700 €. Rapporté aux

³ Les prix mentionnés dans cette partie correspondent aux prix de vente observés dans le RICA, en € courants, sur le champ France métropolitaine pour l'orientation concernée.

actifs non salarié, il s'élève à 15 300 € par Utans (- 18 % par rapport à 2014), soit l'une des plus faibles moyennes par orientation. La baisse est de 15 % pour le résultat de l'exercice par Utans qui s'établit à 22 400 €.

La dégradation des résultats en 2014 est également marquée pour les exploitations spécialisées dans la production de betteraves, de pommes de terre, de légumes de plein de champ ou combinant diverses grandes cultures. Du fait des fortes baisses de prix (-20% à -30%), les ventes de ces exploitations diminuent de 15 % en 2014. Le prix de la betterave passe en effet, pour les exploitations de ce groupe, de 31 €/tonne en 2013 à 25 €/tonne en 2014, et le prix de la pomme de terre de conservation de 207 €/tonne en 2013 à 142 €/tonne en 2014. En dépit de la baisse des charges d'approvisionnement (- 5 %), l'excédent brut d'exploitation diminue de 30 % par rapport à 2013, dans un contexte de baisse des subventions (- 7 %). Il reste néanmoins à un niveau bien supérieur à la moyenne, avec 94 000 € par exploitation. Le résultat courant avant impôt se réduit, quant à lui, de 45 % par rapport à 2013. Le RCAI par actif non salarié s'établit à 34 200 € (-44 % par rapport à 2013). Bien qu'en net repli, il atteint l'un des niveaux par orientation les plus élevés après la viticulture. La baisse est du même ordre pour le résultat de l'exercice par actif non salarié (- 42 %) qui s'établit à 39 900 € en 2014.

Relative stabilité des résultats pour les éleveurs laitiers et bovins viande

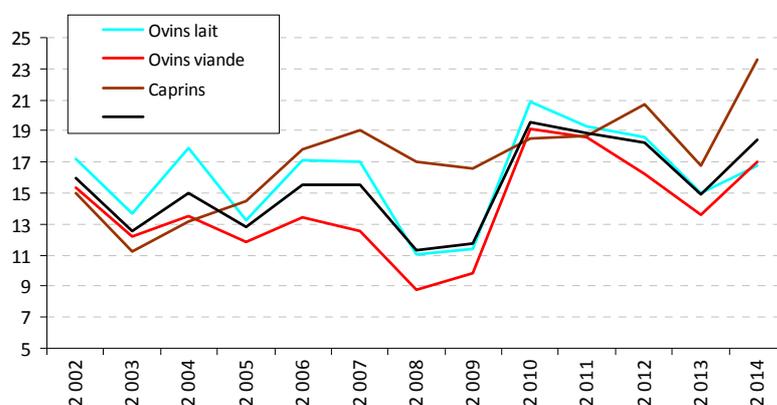
Pour les éleveurs de bovins lait, avec une légère hausse du prix du lait (il passe de 378 €/1000 L en 2013 à 385 €/1000 L en 2014), les ventes augmentent de 5 %. La valeur ajoutée augmente de 7 % mais la hausse de l'EBE (84 200 € par exploitation en 2014) n'est que de 3 %, dans un contexte de baisse des subventions (- 5 %). Le résultat courant avant impôt est en légère hausse (+ 4 %), et, ramené à l'actif non salarié, il s'établit à 24 700 € en 2014. Le résultat de l'exercice est également en légère hausse (+ 2 %), avec 28 500 € par actif non salarié.

Pour les exploitations spécialisées en bovins viande, les ventes baissent de 2 % en 2014. Si la baisse des charges d'approvisionnement (- 7 %) permet un léger redressement de la valeur ajoutée (+ 2 %), l'EBE demeure stable (- 0,6 %), du fait notamment de la légère baisse des subventions (- 1 %). Il s'élève à 48 200 € par exploitation en 2014, soit le plus bas niveau par orientation. Le résultat courant avant impôt est en légère baisse (- 3 %), et s'établit à 23 300 € par exploitation en 2014, soit 18 300 €/Utans (- 2 % par rapport à l'an passé) Le résultat de l'exercice est finalement de 28 000 € en 2014, par exploitation, soit 22 000 € par actif non salarié.

Des résultats globalement en hausse pour les ovins-caprins

Pour les exploitations spécialisées en ovins ou en caprins, les indicateurs sont à la hausse. Les ventes augmentent de 5 % en 2014 par rapport à 2013. L'excédent brut est en hausse de 12 %, compte tenu notamment d'une légère augmentation des subventions (+ 4 %), suite à la hausse de l'Indemnité Compensatoire des Handicaps Naturels (ICHN) et des aides couplées aux ovins et caprins. Le résultat courant avant impôt est en hausse de 21 %, mais il demeure à un niveau relativement bas, avec une moyenne de 26 300 € par exploitation, soit 18 400 € par actif non salarié, un niveau équivalent à celui des éleveurs bovins viande. Le résultat de l'exercice par Utans est quant à lui en hausse de 19 %, avec une moyenne de 21 500 €.

Figure 2 - Evolution du RCAI par Utans au sein des ovins caprins. Milliers d'€ 2014.



Source : SSP RICA

Pour les élevages ovins lait⁴, les soldes intermédiaires de gestion sont proches des moyennes des ovins caprins. La hausse des résultats en 2014 est toutefois moins marquée pour ce groupe, compte-tenu notamment de la faible variation du prix du lait de brebis en 2014 (941 €/1000 L en 2014, contre 946 €/1000 L en 2013).

L'évolution des résultats est en revanche plus favorable pour les éleveurs caprins. Depuis le milieu des années 2000, leurs résultats tant en termes d'EBE que de RCAI sont en général supérieurs en niveau à celui des éleveurs d'ovins. En 2014, leur EBE était en moyenne de 68 200 € par exploitation, leur RCAI de 38 600 €, soit 23 600 € par Utans, et le résultat de l'exercice de 41 100 €, soit 25 100 € par Utans.

Forte baisse des résultats pour les éleveurs de porcs, hausse pour les éleveurs de volailles

Pour les éleveurs de porcs, l'évolution des divers soldes intermédiaires de gestion est défavorable en 2014. L'EBE baisse de 25 % pour s'établir à 75 900 €, dans un contexte de forte baisse du prix du porc que ne permet pas de compenser la diminution des charges d'approvisionnement (-10%). Les dotations aux amortissements, qui représentent 63 % de l'EBE en 2014, soit le plus haut niveau par orientation, se maintiennent en 2014 (+ 1 %), pesant sur le RCAI. Ce dernier perd 60 % et s'établit à 17 100 €, soit 11 900 € par Utans. C'est le plus faible des niveaux par orientation en 2014. Le résultat de l'exercice se réduit également de près de 60 % en 2014 par rapport à 2013, et s'établit à 14 100 € par Utans. L'année 2014 constitue donc une année de creux dans les évolutions très cycliques des résultats des élevages porcins.

Pour les éleveurs de volailles, les résultats fluctuent nettement moins au cours du temps, notamment du fait de l'organisation de la filière. 60 % de la production en volume de poulets de chair des exploitations avicoles est en effet sous contrat d'intégration en 2014. Les résultats 2014 sont plutôt à la hausse pour ces exploitations, en dépit de la baisse des ventes de 3 %. Compte tenu notamment de la baisse des charges d'approvisionnement (- 9 %), l'EBE progresse de 11 % par rapport à l'an passé. Il est à un niveau équivalent à celui des exploitations porcines. Bien que les dotations aux amortissements augmentent légèrement (+ 1 %), le RCAI progresse de 32 % pour atteindre 33 600 €, soit 24 000 €/Utans. La hausse est moins marquée pour le résultat de l'exercice (+20 %), qui est de 38 000 € par exploitation et 27 100 € par Utans.

Résultats en hausse en viticulture

Pour les exploitations viticoles, les ventes sont à la hausse en 2014, avec des prix de vins en vrac en augmentation quel que soit le niveau de qualité. La production de l'exercice, qui tient compte de la valorisation des stocks, est aussi en hausse. L'excédent brut d'exploitation progresse de 24 % et s'établit à 92 100 €. Le RCAI progresse quant à lui de 35 %. Il est de 64 700 € en 2014, soit 49 700 € par actif non salarié, la moyenne par orientation la plus élevée en 2014. Le résultat de l'exercice augmente finalement de 29 % et s'établit à 68 600 € en 2014, soit 52 700 € par Utans.

Résultats en baisse en maraîchage et arboriculture

L'EBE et le RCAI/Utans sont à des niveaux relativement comparables en 2014 pour les exploitations maraîchères, horticoles ou fruitières. L'excédent brut d'exploitation est proche de 60 000 € par exploitation et le résultat courant avant impôt est un peu au dessus de 33 000 € par exploitation. Rapporté aux actifs non salariés, il s'élève à 23 000 € par Utans en maraîchage, 22 800 € par Utans pour l'orientation fleurs et horticulture diverse, et 21 500 € par Utans pour les exploitations fruitières.

Entre 2013 et 2014, les résultats sont en baisse pour les exploitations maraîchères et fruitières. En maraîchage, parallèlement à la baisse des prix des principaux produits excepté les tomates, les ventes diminuent. En dépit de la baisse des charges d'approvisionnement, l'EBE baisse de 17 %. Le RCAI diminue de 15 %, mais, rapporté à l'Utans, la baisse est plus limitée (- 6 %). Pour les exploitations fruitières, la hausse des volumes vendus permet de compenser la baisse des prix de vente. Mais, en dépit d'une légère hausse des ventes en résultant (+ 2 %), la valeur ajoutée est relativement stable (-1 %). Compte tenu notamment de la hausse des charges de personnel (+ 9 %), l'EBE diminue de 13 %. La baisse est davantage marquée pour le RCAI, qui diminue de 26 % en partie du fait de la hausse des dotations aux amortissements.

⁴ Exploitations classées comme exploitations spécialisées « ovins » ayant une majorité de brebis laitières dans leur troupeau de brebis

2. Les disparités de résultats en 2014

Légère baisse de la dispersion des résultats en 2014

En 2014, alors que le niveau moyen d'excédent brut d'exploitation est de 72 500 €, 25 % des exploitations agricoles ont dégagé un EBE inférieur à 28 900 €, et 25 % ont dégagé un EBE de plus de 94 100 €, soit un rapport de 1 à 3. Le niveau médian se situe à 52 300 €. La dispersion est, tout comme pour les années passées, plus importante encore pour le résultat courant avant impôt, solde tenant compte des dotations aux amortissements, avec un rapport de 1 à 6 entre les 25 % d'exploitations ayant le RCAI le plus faible et les 25 % ayant le RCAI le plus élevé. Ce rapport ne diminue que légèrement si on rapporte le RCAI à l'actif non salarié : il est de 1 à 5, avec 25 % d'exploitations ayant RCAI inférieur à 6 600 €/Utans en 2014, et 25 % avec un RCAI par Utans supérieur à 34 500 €.

Tableau 2 - Dispersion de l'EBE et du RCAI en 2014, en €

	Moyenne	D1	Q1	Mediane	Q3	D9	Rapport Q3/Q1
EBE	72 473	12 807	28 938	52 261	94 125	150 677	3
RCAI	36 099	-7 628	8 281	24 689	50 331	90 139	6
RCAI/utans	25 151	-6 624	6 644	19 197	34 505	57 216	5

Source : SSP RICA

Comme en 2013, la dispersion de l'EBE et du RCAI par Utans se réduit en 2014. En effet, l'intervalle entre le quart d'exploitations ayant les plus bas niveaux et le quart d'exploitations ayant les plus hauts niveaux (c'est à dire l'intervalle interquartile) diminue de 6 % pour l'EBE et de 7 % pour le RCAI par Utans.

La dispersion de l'EBE, comme du RCAI, a tendance à augmenter en période de prix hauts, et à se contracter en période de prix bas, comme le montre la nette corrélation entre l'évolution de l'intervalle interquartile de l'EBE et du RCAI et l'évolution de l'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) en grandes cultures.

Figure 3 – Dispersion du RCAI/Utans, en € courants

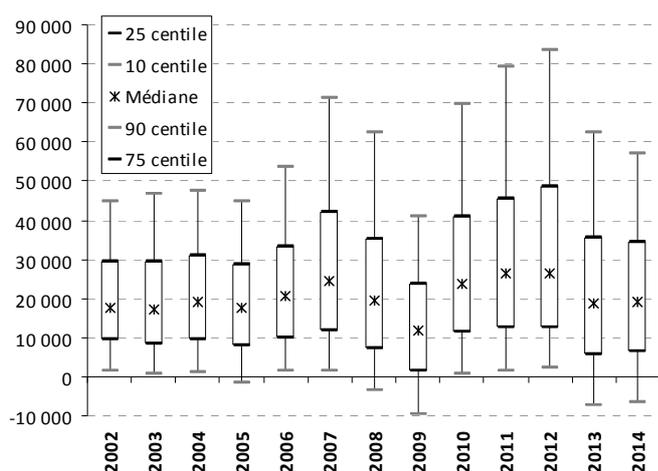
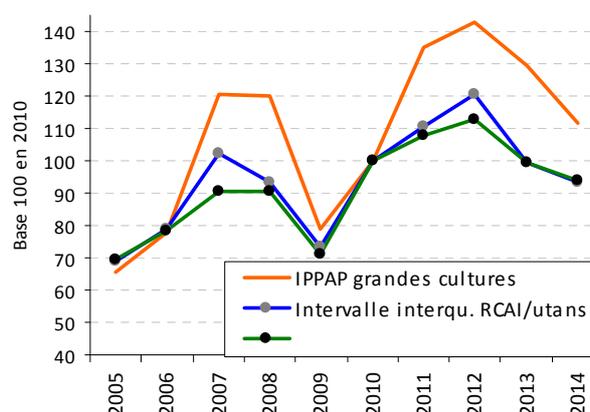


Figure 4 - Evolution de la dispersion de l'EBE, du RCAI/Utans et de l'IPPAP grandes cultures

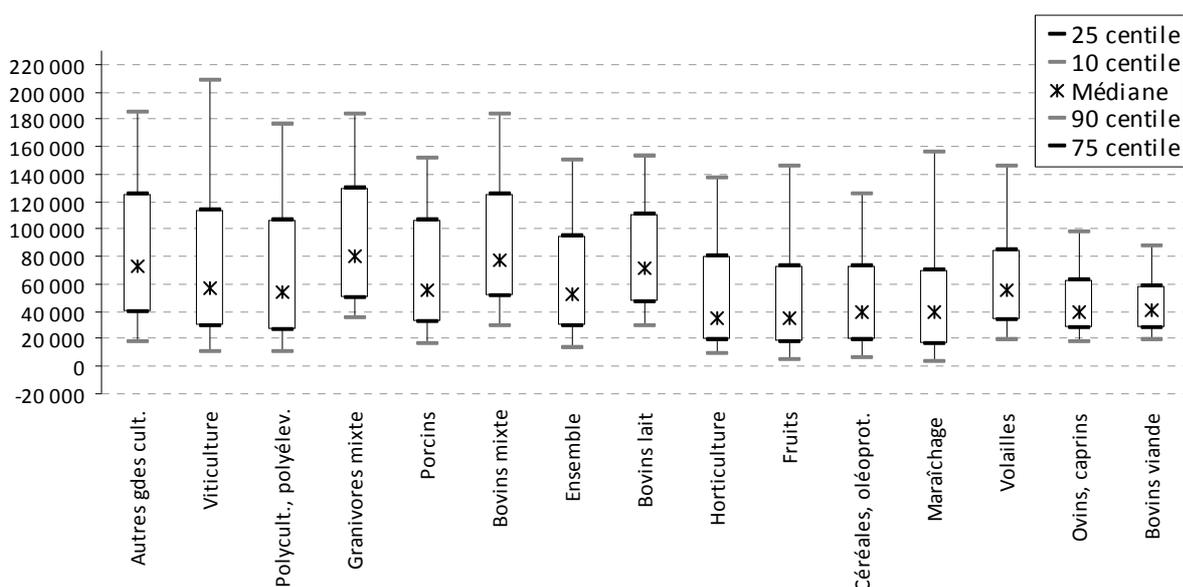


Source : SSP-RICA

Fortes disparités en viticulture et grandes cultures hors céréales oléagineux et protéagineux

Au-delà des disparités toutes orientations confondues en 2014, les disparités sont également fortes au sein même des orientations, en particulier pour la viticulture et les grandes cultures hors céréales, oléagineux et protéagineux. En effet, 25 % des exploitations viticoles dégagent un EBE de moins de 29 700 €, alors que 25 % dégagent un EBE de plus de 114 300 €, soit un rapport de 1 à 4. Bien que les niveaux soient inférieurs, la dispersion est également importante pour le RCAI par Utans, 25 % des exploitations ayant moins de 15 600 €/Utans et 25 % avec plus de 71 000 €/Utans, c'est à dire un rapport de 1 à 5. Pour les exploitations spécialisées en grandes cultures non COP, l'intervalle interquartile est de 85 200 € pour l'EBE, soit un rapport de 1 à 3 entre les 25 % d'exploitations dont le niveau est le plus bas et les 25 % dont le niveau est le plus haut. Cet intervalle est de 44 200 € pour le RCAI/Utans, avec un quart des exploitations ayant moins de 7 700 € mais un quart ayant plus de 51 900 €, soit un rapport de 1 à 7.

Figure 5 - Indicateurs de dispersion de l'EBE par orientation en 2014, en €



Source : SSP RICA

Pour les orientations ayant des niveaux d'EBE ou de RCAI plus faibles, les dispersions sont moindres. C'est pour les éleveurs bovins viande que les écarts sont les plus faibles. L'écart entre le quart inférieur et le quart supérieur pour l'EBE est de 30 000 €. Il est de 16 200 € pour le RCAI/Utans, avec un rapport de 1 à 3 entre le quart d'exploitations au RCAI/Utans le plus faible et le quart au RCAI/Utans le plus élevé. L'étendue de la dispersion est du même ordre pour les ovins caprins.

Figure 6 - Indicateurs de dispersion du RCAI par Utans par orientation en 2014, en €

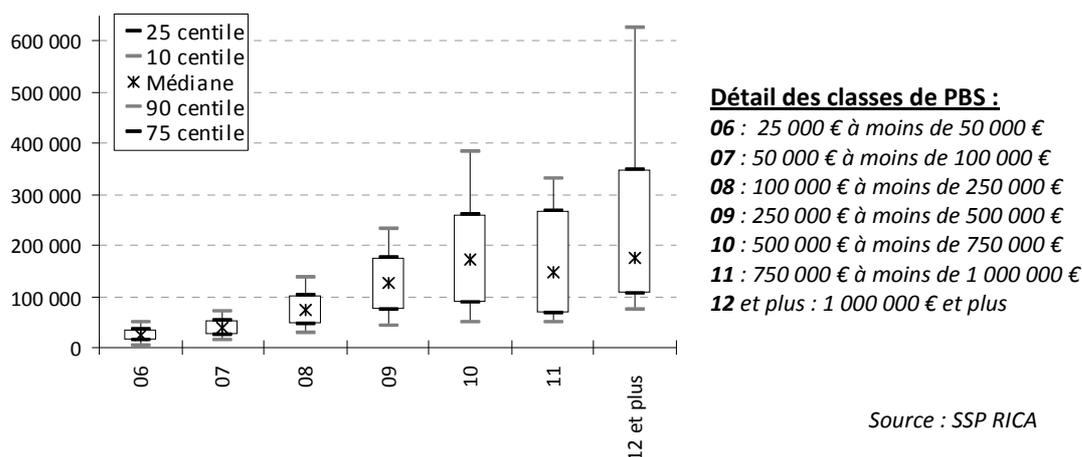
	10 centile	25 centile	Médiane	75 centile	90 centile	Effectif	Echantillon	Intervalle Q1-Q3	Q3/Q1
Viticulture	-3 005	15 615	34 346	70 989	117 889	44 728	993	55 373	5
Autres gdes cult.	-8 268	7 745	26 548	51 934	89 075	18 268	517	44 189	7
Maraîchage	-14 556	5 894	19 022	37 600	65 554	4 264	178	31 706	6
Céréales, oléoprot.	-14 490	-2 081	12 807	28 957	46 793	53 048	1 027	31 038	ns
Fruits	-12 264	1 616	14 468	30 144	61 873	7 180	297	28 528	19
Ensemble	-6 624	6 644	19 197	34 505	57 216	298 893	6 964	27 861	5
Horticulture	-7 307	6 257	16 071	33 568	53 928	6 135	201	27 311	5
Polycult., polyélev.	-10 774	2 349	15 145	29 384	48 638	35 388	864	27 035	13
Volailles	-1 789	8 287	20 655	35 070	47 918	12 101	194	26 783	4
Porcins	-24 846	-3 109	8 848	22 867	41 159	5 709	171	25 976	ns
Bovins mixte	1 311	10 351	22 232	33 720	44 829	8 451	240	23 369	3
Bovins lait	5 110	12 855	23 373	33 719	46 987	45 451	1 072	20 864	3
Granivores mixte	301	9 465	20 139	30 304	45 517	5 395	130	20 840	3
Ovins, caprins	941	7 586	16 390	27 094	38 704	13 573	370	19 508	4
Bovins viande	-1 220	9 687	17 900	25 902	35 164	32 834	687	16 215	3

Source : SSP RICA

Disparités et taille des exploitations

Au-delà de l'orientation, les différences de taille entre exploitations peuvent aussi expliquer une partie des disparités observées. Une façon d'appréhender cet effet est de présenter, toutes orientations confondues, les résultats selon la dimension économique des exploitations, à partir des coefficients de « Production Brute Standard » (PBS). Ce croisement montre que, si l'excédent brut d'exploitation, tout comme le RCAI, ont tendance à augmenter avec la PBS, ils sont également, en 2014, plus dispersés pour les exploitations de plus grande taille.

Figure 7 - Dispersion de l'excédent brut d'exploitation selon la classe de Production Brute Standard en 2014, en €



Une autre manière d'aborder la taille des exploitations est de considérer des indicateurs physiques pour une orientation donnée. La taille du troupeau peut être un indicateur pertinent pour les exploitations laitières, dans un contexte de restructuration et d'agrandissement rapide des exploitations en lien avec la fin des quotas laitiers. Les résultats des exploitations laitières sont ainsi comparés, selon 6 classes de taille du troupeau. Les exploitations de ces classes n'ont pas nécessairement les mêmes systèmes de production, comme en témoigne la diminution de la part de surface fourragère principale (SFP) dans la surface agricole utile (SAU) à mesure que la taille du troupeau augmente. En 2014, le RCAI/Utans a tendance à augmenter avec la taille du troupeau, même si les écarts s'amenuisent au delà d'une certaine taille : le RCAI/Utans moyen est ainsi peu différent entre les exploitations ayant entre 75 et 100 vaches laitières et celles ayant plus de 100 vaches laitières. La dispersion du RCAI/Utans (intervalle interquartile) est également plus grande pour les plus grandes classes de taille. Quant au ratio moyen EBE par vache laitière, il varie moins avec la taille des exploitations.

Tableau 3 - Résultats des exploitations spécialisées lait selon la taille du troupeau

Nombre de vaches laitières	<=35	35-50	50-60	60-75	75-100	100+	Total
% SFP dans la SAU	82%	80%	77%	76%	72%	70%	76%
UTANS	1,1	1,3	1,7	2,0	2,2	2,8	1,7
EBE par vache laitière, €/VL	1 320	1 410	1 390	1 460	1 500	1 490	1 420
RCAI/utans, K€	17,1	21,3	23,7	25,2	30,0	30,6	24,7
RCAI_utans -Q1, K€	9,0	13,0	12,7	15,3	17,9	16,1	12,9
RCAI/utans, median, K€	17,3	20,9	25,2	27,5	29,3	29,9	23,4
RCAI_utans -Q3, K€	26,1	30,9	36,9	35,1	41,5	44,8	33,7
Ratio Q3/Q1 du RCAI/utans	2,9	2,4	2,9	2,3	2,3	2,8	2,6

Source : SSP RICA

Les résultats des exploitations spécialisées en céréales, oléagineux et protéagineux (COP) peuvent également être présentés selon la taille des exploitations exprimée en surface agricole utile (SAU). En 2014, globalement, plus la SAU des exploitations de grandes cultures spécialisées COP est grande, moins mauvais ont été les résultats en termes de RCAI : alors que le RCAI/Utans est de 8 300 € pour les exploitations de 50 hectares, il est de 21 900 € en moyenne pour les exploitations de plus de 200 ha. Toutefois, les résultats demeurent très dispersés au sein des grandes exploitations. Ainsi, un quart des exploitations de plus de 200 ha ont un RCAI par Utans négatif, avec des pertes supérieures à 2 800 €. Le ratio d'EBE à l'hectare ne montre pas de corrélation nette avec la taille. Ainsi, le ratio moyen est plus faible pour les exploitations de plus de 200 ha que pour celles de moins de 50 hectares, le niveau le plus élevé étant observé pour la classe 140 – 200 hectares.

Tableau 4 - Résultats de l'orientation céréales et oléoprotéagineux selon la superficie agricole utile

Classes de superficie agricole utile, ha:	Classes de superficie agricole utile, ha:						TOTAL
	<= 50	50-75	75-100	100-140	140-200	>200	
UTANS	1,03	1,07	1,05	1,18	1,30	1,66	1,22
EBE par ha de SAU, en €	431	415	414	426	462	416	427
RCAI/utans, K€	8,0	7,9	11,9	15,6	20,7	21,9	15,3
RCAI_utans -Q1, K€	-2,0	-4,3	-3,8	0,6	0,9	-2,8	-2,1
RCAI/utans, mediane, K€	4,8	8,0	13,4	14,3	18,7	19,3	12,8
RCAI_utans -Q3, K€	17,8	20,5	26,3	32,7	39,9	42,4	29,0

Source : SSP RICA

3. Les subventions aux exploitations agricoles en 2014

En 2014, 91 % des exploitations agricoles bénéficient d'au moins une subvention, et reçoivent en moyenne 34 500 € d'aides.

A – En 2014, les subventions sont principalement octroyées aux exploitations de grandes cultures et aux éleveurs bovins

Tableau 5 - Principales caractéristiques des subventions versées aux exploitations agricoles en euros en 2014, par orientation productive

Orientation technique	Nombre d'exploitations	Nombre d'exploitations touchant au moins une subvention	Part des exploitations touchant au moins une subvention	Subvention totale moyenne par ayant droit	Part des subventions dans le total produit de l'exercice + subventions
Céréales et oléoprotéagineux	53 048	53 048	100%	38 779	22%
Autres grandes cultures	18 268	17 913	98%	47 259	16%
Maraîchage	4 264	2 520	59%	17 054	7%
Horticulture	6 135	2 938	48%	17 755	4%
Viticulture	44 728	28 185	63%	10 097	5%
Fruits et autres cultures permanentes	7 180	6 220	87%	19 597	10%
Bovins lait	45 451	45 451	100%	32 931	15%
Bovins viande	32 834	32 834	100%	42 724	37%
Bovins mixte	8 451	8 451	100%	49 303	21%
Ovins et caprins	13 573	13 573	100%	40 598	36%
Porcins	5 709	5 512	97%	19 687	5%
Volailles	12 101	9 966	82%	21 661	8%
Granivores mixtes	5 395	5 355	99%	34 566	11%
Polyculture, polyélevage, autres	35 388	35 321	100%	43 020	21%
Total	292 525	267 286	91%	34 527	19%

Source : SSP RICA

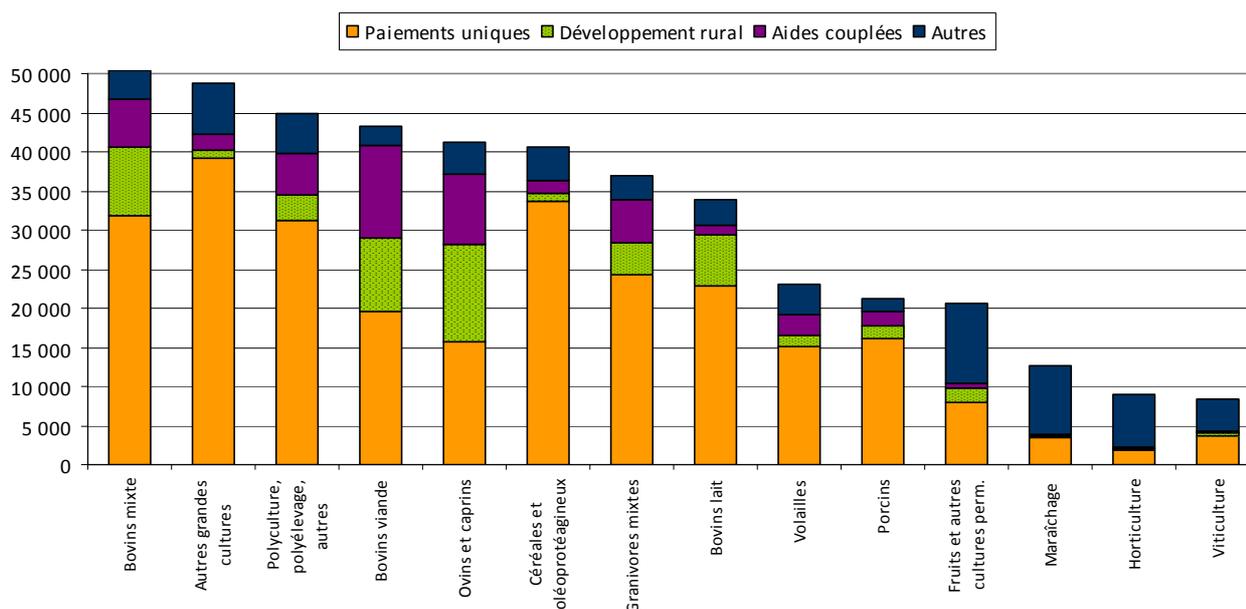
Les orientations les plus concernées par les subventions sont également celles où les montants moyens de subvention par exploitation sont les plus élevés. Les producteurs de céréales et oléoprotéagineux, les éleveurs de bovins, d'ovins-caprins ainsi que les exploitations spécialisées en polyculture et polyélevage perçoivent toutes des subventions. Ces subventions représentent jusqu'à 37 % du produit de l'exercice (y compris subventions) pour l'élevage de bovins viande.

A l'inverse, l'horticulture, le maraîchage et la viticulture sont moins concernées par les subventions, avec des parts respectives de bénéficiaires de 48 %, 59 % et 63 %. Dans ce cas, les subventions sont généralement liées à d'autres productions que la production dominante (paiement unique lié à des surfaces historiquement cultivées en céréales ou primes animales en présence de cheptel ovins ou caprins par exemple). Pour ces activités, les subventions occupent une faible part de la production de l'exercice (y compris subventions) : entre 4 % et 7 %, soit une part bien inférieure à celle observée dans l'ensemble de la population (19 %).

B - Les subventions, majoritairement des paiements uniques

Les subventions sont principalement constituées par des paiements uniques (64 % des subventions en moyenne sur la totalité de la population) ; c'est particulièrement vrai pour les producteurs de céréales et oléo protéagineux ainsi que pour les autres grandes cultures, pour lesquelles ils constituent respectivement 83 % et 80 % du montant d'aides versées. Viennent ensuite les aides pour le développement rural [ICHN, PHAE et autres MAE] (13 %) et les aides couplées (12 %), notamment les aides animales qui représentent en moyenne respectivement 28 % et 20 % des aides par exploitation pour les éleveurs bovins viande et ovins-caprins. Les aides au développement rural représentent également une part importante du total des aides versées aux éleveurs d'ovins-caprins et de bovins viande (respectivement 30 % et 22 %).

Figure 8 - Nature des subventions accordées au cours de l'exercice 2014 en euros



Source : SSP RICA

C - Les subventions permettent à bon nombre d'exploitants d'avoir un résultat positif

Sans prise en compte des subventions, 60 % des exploitations agricoles auraient eu un RCAI négatif en 2014, tandis que seulement 16 % d'entre elles ont un RCAI négatif une fois les aides comptabilisées. Le niveau moyen de RCAI est de 36 000 € quand les subventions sont comprises, alors qu'il serait tout juste positif sans prise en compte de celles-ci (559 €).

Les éleveurs de bovins viande sont ceux dont le RCAI est le plus impacté par les aides : tandis que 86 % d'entre eux ont un RCAI hors subvention négatif, ils ne sont plus que 11 % après prise en compte des aides. En 2014, les subventions ont également fortement atténué la baisse du RCAI pour les producteurs de céréales et oléo protéagineux : en l'absence de subventions, 75% d'entre eux auraient eu un RCAI négatif alors que cette proportion se réduit à 28% avec les subventions. Les éleveurs de porcins ainsi que les producteurs de fruits et autres cultures permanentes voient leur nombre d'exploitations au RCAI négatif diminuer dans une moindre proportion après prise en compte des subventions (-28 points).

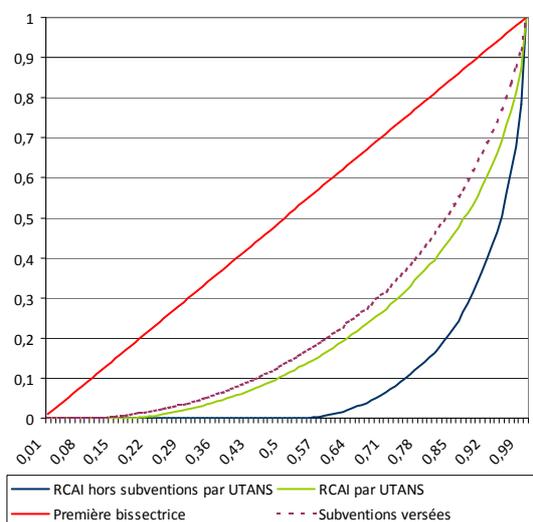
Tableau 6 - Effectifs d'exploitations ayant un RCAI négatif, avec et sans subventions, et caractéristiques moyennes des RCAI par Otex en 2014

	Nb total exploitations	Nombre d'exploitations ayant un RCAI hors subventions négatif		Nombre d'exploitations ayant un RCAI négatif		RCAI	RCAI hors subventions
		Nb d'exploitations	%	Nb d'exploitations	%		
Céréales et oléoprotéagineux	53 048	39 587	75%	14 716	28%	18 664	-20 114
Autres grandes cultures	18 268	9 263	51%	3 224	18%	46 390	-321
Maraîchage	4 264	2 365	55%	675	16%	33 677	26 460
Horticulture	6 135	3 919	64%	822	13%	33 348	23 300
Viticulture	44 728	21 008	47%	5 389	12%	64 702	56 947
Fruits et autres cultures permanentes	7 180	3 540	49%	1 534	21%	31 830	14 117
Bovins lait	45 451	17 780	39%	2 645	6%	41 536	8 605
Bovins viande	32 834	28 234	86%	3 564	11%	23 348	-19 376
Bovins mixte	8 451	5 124	61%	823	10%	41 161	-8 142
Ovins et caprins	13 573	10 427	77%	1 198	9%	26 250	-14 348
Porcins	5 709	3 270	57%	1 672	29%	17 112	-2 271
Volailles	12 101	6 210	51%	1 626	13%	33 625	13 326
Granivores mixte	5 395	2 204	41%	529	10%	44 649	10 457
Polyculture, polyélevage, autres	35 388	23 848	67%	7 180	20%	29 426	-13 628
Total	292 525	176 780	60%	45 597	16%	36 099	559

Source : SSP RICA

D - Des disparités de RCAI limitées par l'octroi de subventions

Figure 9 - Courbe de Lorenz - Mesure de concentration des RCAI par Utans, hors et avec subventions en 2014 sur les exploitations agricoles



Source : SSP RICA

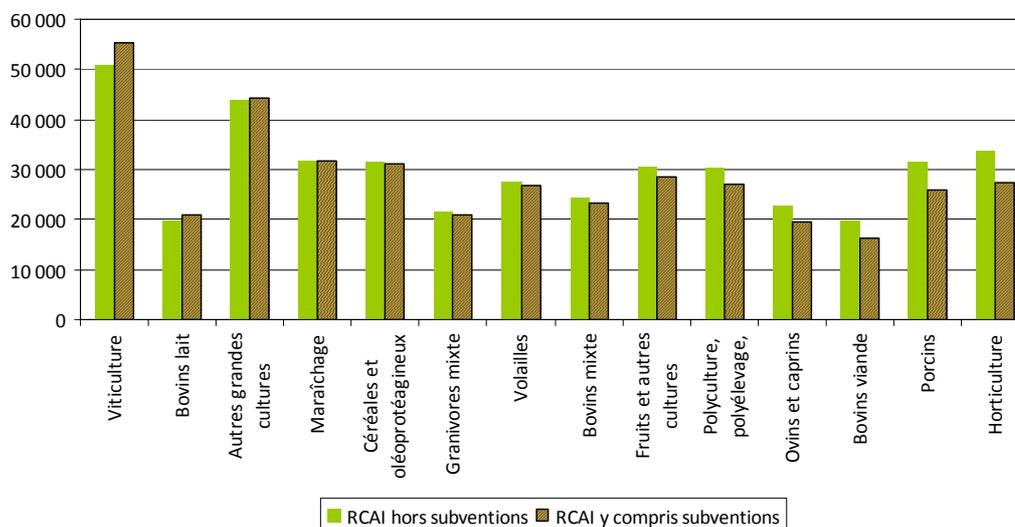
Note de lecture : 83 % des exploitations agricoles se partagent 50 % du total des subventions distribuées.

La courbe de Lorenz permet d'observer la concentration de la population vis à vis d'une caractéristique. Plus la courbe est proche de la première bissectrice, plus la répartition de cette caractéristique est égalitaire. On observe que les subventions sont réparties de façon bien moins

inégalitaire que le RCAI par Utans en l'absence de subventions. La prise en compte des subventions permet ainsi une distribution du RCAI par Utans plus homogène. **En définitive, l'octroi de subvention permet de rendre la répartition des revenus moins dispersée, et contribue donc à la réduction des disparités.**

La différence entre les écarts interquartiles observés pour le RCAI par Utans hors subventions et le RCAI par Utans y compris subventions permet également de mesurer la différence de dispersion des revenus avant et après prise en compte des subventions. Pour la majorité des orientations techniques, l'attribution de subventions rend les revenus moins dispersés (figure 10), ce qui confirme le résultat visible sur la courbe de Lorenz. Pour certaines orientations, telles que le maraîchage et les producteurs de grandes cultures (y compris COP), l'attribution de subventions ne modifie quasiment pas l'écart interquartile. Seuls les viticulteurs, et les éleveurs de bovins lait dans une moindre mesure, ont en 2014 un RCAI y compris subventions nettement plus dispersé que leur revenu hors subvention. En effet, 16 % des viticulteurs touchent des DPU, d'un montant moyen de 9 100 €. Ils totalisent en moyenne un EBE de 134 300 €, tandis que le reste des exploitations viticoles a un EBE moyen de 118 800 €, et de ce fait les aides contribuent à l'accroissement de la disparité des revenus.

Figure 10 - Ecarts interquartiles (mesure de dispersion) des RCAI par Utans avec subventions et des RCAI par Utans hors subvention, par Otex



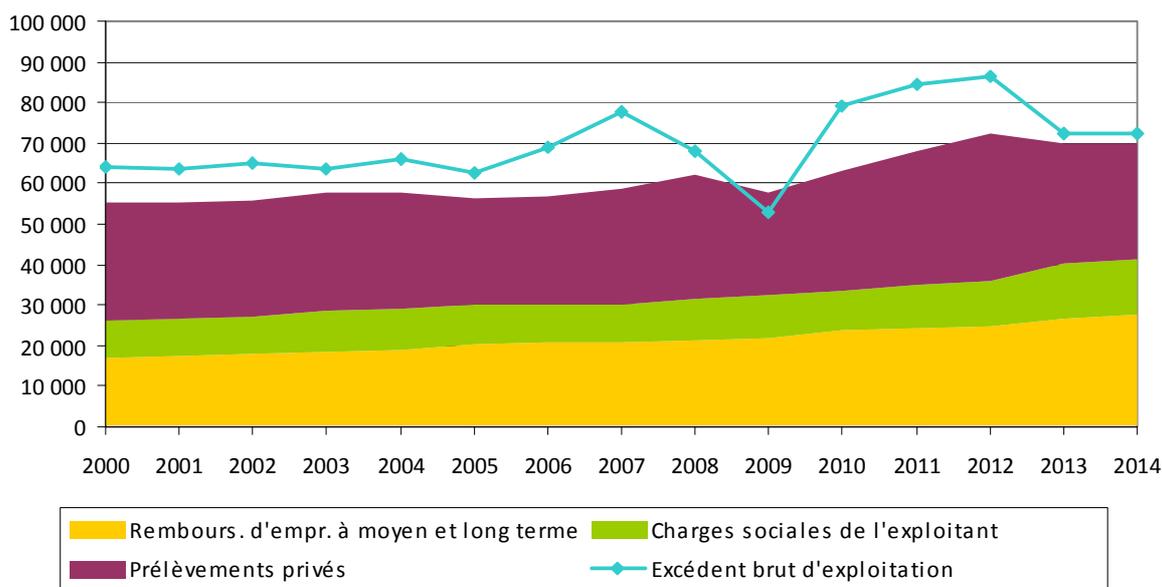
Source : SSP RICA

4. La situation financière des exploitations agricoles

A – Les principaux flux financiers

Une exploitation agricole doit faire face à des dépenses de fonctionnement variées en mobilisant ses ressources. Une partie de ces dépenses est incompressible, comme les charges sociales de l'exploitant, tandis que certaines dépenses peuvent être plus facilement ajustées selon les ressources disponibles, comme une partie de l'investissement. Après l'analyse des ressources, on s'intéresse maintenant à l'évolution des principaux prélèvements des exploitations en 2014.

Figure 11 - Evolution des principaux flux financiers depuis 2000, en euros 2014



Source : SSP RICA

Parallèlement à la baisse des ressources, les prélèvements privés (nets) sont en baisse (- 4 %), poursuivant la tendance décroissante amorcée en 2013. A l'inverse, les remboursements d'emprunts sont en légère hausse (+ 4 %), tandis que les charges sociales sont en très faible hausse (+ 1 %), atteignant 13 300 € en moyenne par exploitation. C'est principalement la forte croissance des cotisations sociales dans les secteurs de l'horticulture, de la viticulture, de la production de fruits et des autres cultures permanentes qui sous-tend cette légère augmentation globale des cotisations sociales. Les cotisations sociales sont également en hausse pour l'élevage de bovins ainsi que pour l'élevage d'ovins-caprins. Les cotisations étant calculées sur les trois années précédentes, leur progression en 2014 s'explique par les niveaux relativement élevés des résultats moyens de ces exploitations entre 2011 et 2013. Les producteurs de céréales et oléoprotéagineux voient quant à eux leurs cotisations sociales diminuer fortement (- 11 %), conséquence des faibles résultats de l'année 2013, après trois années nettement plus favorables.

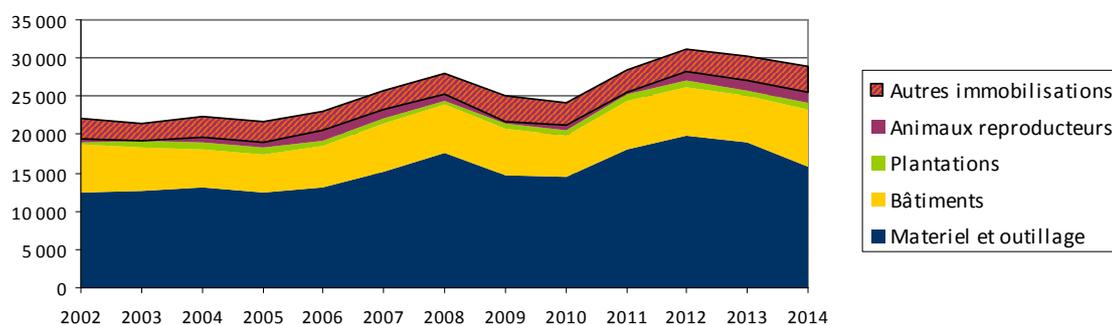
B – Les investissements, globalement en baisse depuis 2013

La baisse des investissements (acquisitions diminuées des cessions) qui a débuté en 2013 se poursuit en 2014. En revanche, tous les postes ne sont pas touchés de la même façon et la structure des investissements se modifie quelque peu. En effet, les investissements en matériel et outillage, premier poste d'investissement (27 %), se replie au profit des investissements pour les bâtiments (deuxième poste d'investissement, correspondant à 13 % de l'investissement total moyen), mais cette hausse des investissements en bâtiment ne permet en revanche pas de compenser la baisse sur les autres postes.

La baisse des investissements observée en 2014 concerne l'ensemble des orientations productives, à l'exception du maraîchage, de la viticulture et de l'horticulture qui connaissent une hausse importante (de plus de 20 %) de leurs investissements en 2014. Leurs niveaux d'investissements moyens étant en revanche

inférieurs aux niveaux d'investissements observés dans l'élevage, ces hausses ont un impact limité sur l'évolution globale des investissements.

Figure 12 - Evolution des postes d'investissement depuis 2002, en euros 2014



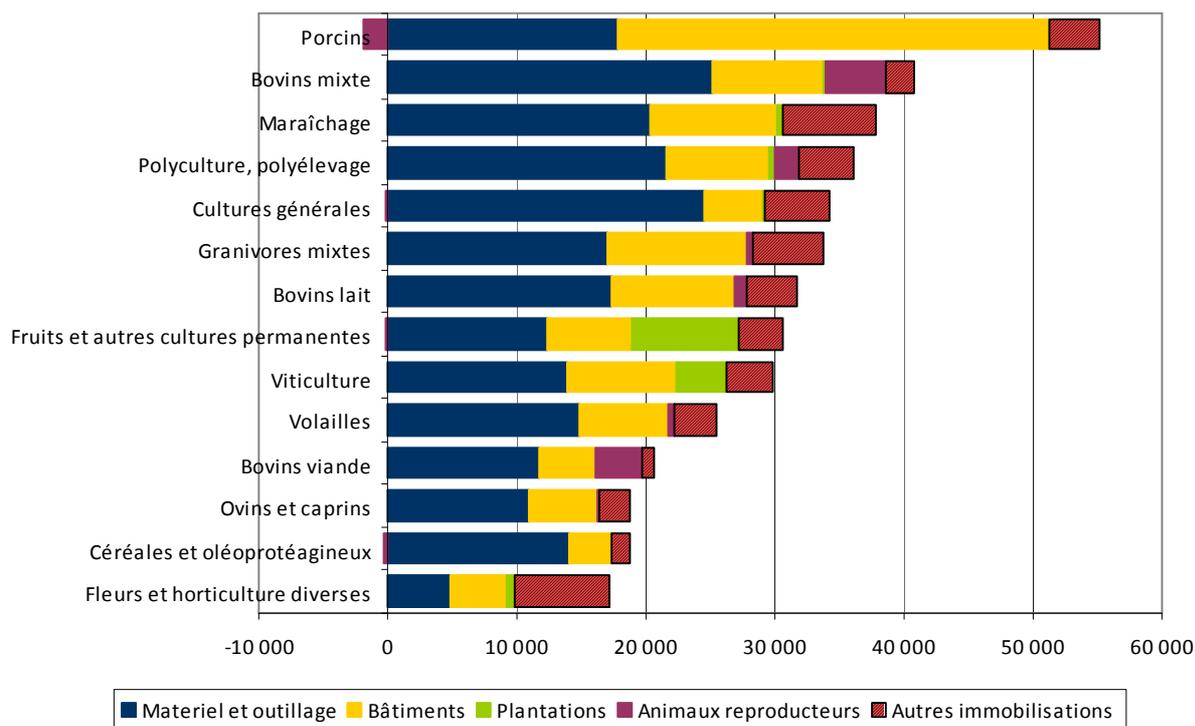
Source : SSP RICA

La structure des investissements varie beaucoup selon l'orientation technique des exploitations agricoles. L'activité porcine a le niveau d'investissement moyen le plus élevé en 2014, à 53 300 €. Ce montant particulièrement élevé est de niveau comparable à celui de 2013 mais reste inférieur au niveau de 2012 : cette année là, la réglementation avait imposé une mise aux normes des bâtiments à l'horizon de décembre 2013, ce qui avait expliqué la hausse spectaculaire de l'investissement chez les éleveurs de porcs. On observe en 2014 une part toujours très élevée de l'investissement en bâtiment pour cette activité, qui représente 63 % de l'investissement total.

La part des investissements en bâtiment est à l'inverse très faible pour les grandes cultures (céréales et oléoprotéagineux et autres grandes cultures), n'excédant pas 17 %, tandis que ce sont les investissements en matériel et outillage qui sont les plus importants, dépassant 72 % de l'investissement total moyen.

Naturellement, les investissements en plantations sont importants en viticulture et en production de fruits et autres cultures permanentes, atteignant en particulier 8 300 € pour ces derniers, soit 27 % de leur investissement moyen pour 2014.

Figure 13 - Niveaux d'investissement en euros par postes en 2014, par Otex

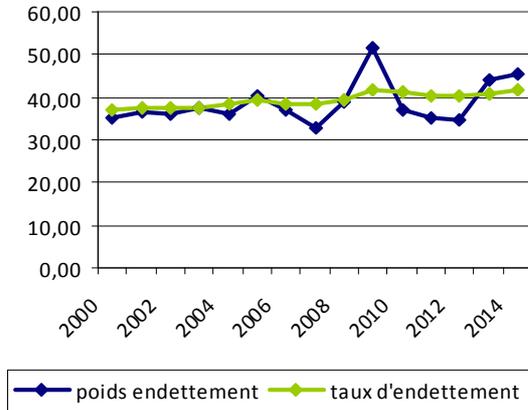


Source : SSP RICA

Une partie des investissements étant imposée par la réglementation, en particulier en ce qui concerne la mise aux normes des installations d'élevage, il peut être nécessaire de s'endetter afin de supporter les coûts d'investissement.

C – Des comportements d'endettement très variables selon les orientations productives

Figure 14 - Taux et poids d'endettement globaux des exploitations agricoles depuis 2000



Source : SSP RICA

Le taux d'endettement, rapport de l'ensemble des dettes au total de l'actif, poursuit sur sa tendance haussière entamée en 2013 où il s'établissait à 41 %, pour atteindre 42 % en 2014, niveau comparable au pic de 2009.

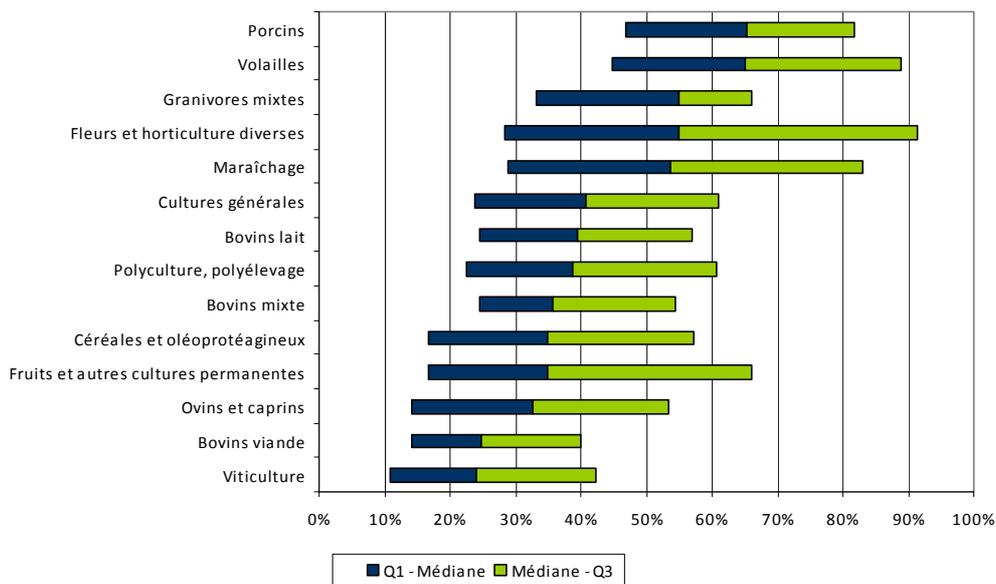
Le poids de la dette représente quant à lui le rapport de la somme des remboursements sur l'excédent brut d'exploitation. Il illustre donc la charge constituée par le remboursement des prêts dans le résultat. A l'instar du taux d'endettement, il poursuit sa hausse démarrée en 2013 pour atteindre 45 %, soit le niveau le plus haut depuis 2000, hors pic exceptionnel de 2009 (qui atteignait 52 %).

Compte tenu du maintien de l'EBE, la hausse de ces ratios s'explique par la hausse du montant des dettes.

En effet, le montant moyen de la dette d'une exploitation agricole en 2014 est en hausse de 3 %, à 186 800 €. Cette augmentation est principalement portée par l'élevage porcin, pour lequel l'endettement moyen d'une exploitation atteint 425 000 €, soit une hausse de 3 % par rapport à 2013. Il s'agit du niveau le plus élevé de dette par orientation technique. Les élevages de porcins ont également un assez faible écart inter-quartile du taux d'endettement. L'activité porcine est suivie par l'élevage de volailles, de granivores mixtes, de bovins mixtes et les autres grandes cultures, qui ont un montant moyen de dette aux alentours de 250 000 € en 2014. Parmi les activités d'élevage, seules les activités bovins viande et ovins-caprins ont un niveau moyen de dette assez faible, respectivement à 116 000 € et 106 000 € en 2014.

Les horticulteurs voient quant à eux leur dette moyenne augmenter de 10 % en 2014, atteignant ainsi 141 000 €, malgré une forte dispersion de leur taux d'endettement moyen.

Figure 15 - Indicateur de dispersion du taux d'endettement en 2014, par Otex

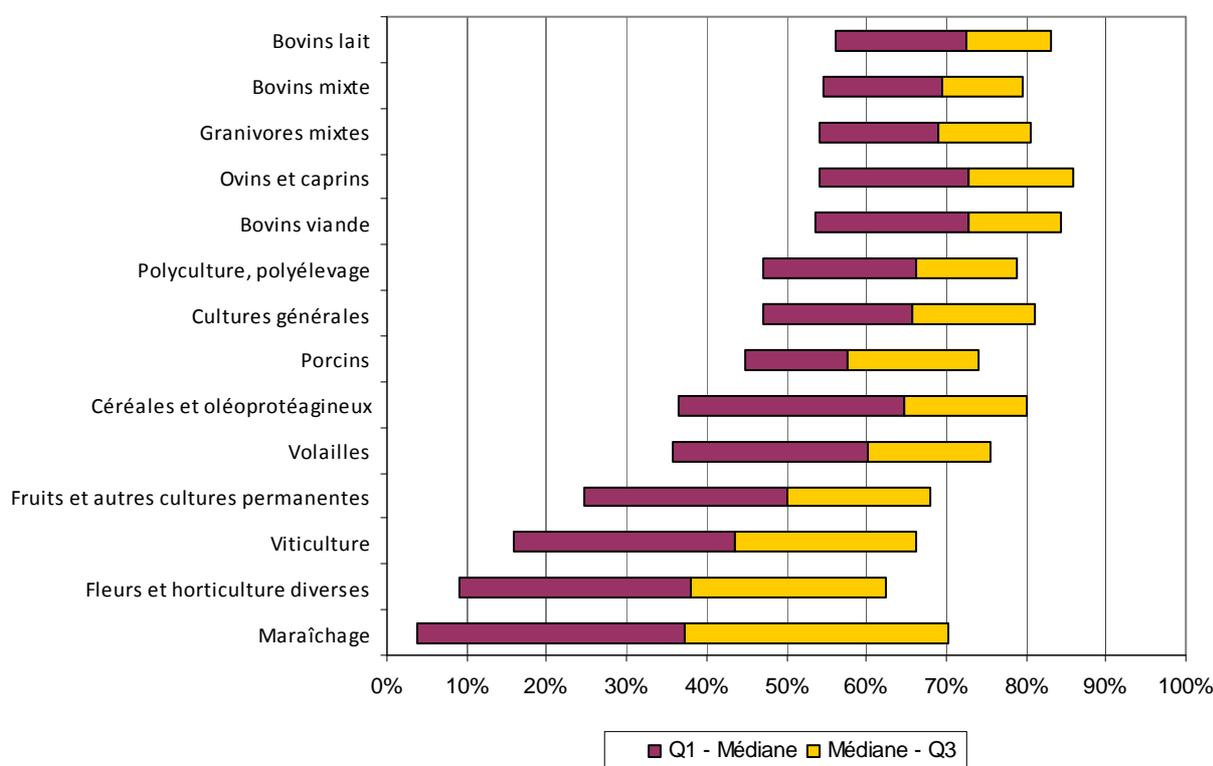


Source : SSP RICA

En moyenne en 2014, la part des emprunts de moyen et long terme dans la dette stagne à 56,8 %, après avoir nettement baissé entre 2011 et 2012, passant de 59,3 % à 57,3 %. Structurellement, les éleveurs dans leur ensemble font davantage appel à des emprunts de long et moyen termes, avec une médiane aux environs de 70 %, alors que l'horticulture et le maraîchage ont une médiane en deçà de 40 %. Excepté pour les éleveurs de volailles, la part des emprunts à moyen et long terme dans la dette des éleveurs est bien moins dispersée que pour la plupart des productions végétales : l'écart interquartile est compris entre 25 points⁵ pour les éleveurs de bovins mixte et 32 points pour l'élevage d'ovins-caprins. A l'inverse, le maraîchage présente une très forte dispersion de la structure de sa dette en termes de durée, avec un écart inter-quartiles de 67 points.

Cette différence s'explique probablement par le fait que les mises aux normes sont beaucoup plus coûteuses chez les éleveurs, les obligeant plus certainement à faire appel à de la dette structurelle de moyen ou long terme ; les dettes de court terme étant davantage conjoncturelles du fait de la rapidité de remboursement et des montants associés souvent moindres.

Figure 16 - Indicateur de dispersion de la part de l'endettement de moyen et long terme dans la dette totale en 2014, par Otex



Source : SSP RICA

⁵ Il s'agit de l'écart entre le taux au-delà duquel se trouvent 25% des exploitants et le taux en deçà duquel se trouve 25% des exploitants.

Tableau 1

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2014

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2013 en valeur réelle

	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage		Fleurs et horticulture diverses		Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande	
	2014	% évo.	2014	% évo.	2014	% évo.	2014	% évo.	2014	% évo.	2014	% évo.	2014	% évo.	2014	% évo.	2014	% évo.
Echantillon	6 964		1 027		517		178		201		993		297		1 072		687	
Population	298 893		53 048		18 268		4 264		6 135		44 728		7 180		45 451		32 834	
Caractéristiques physiques																		
Surface agricole utilisée (en ha)	88,8	+1,2	125,0	+0,6	122,2	+0,4	12,1	+3,7	8,5	+58,8	24,5	+3,8	32,2	-0,5	92,1	+0,6	107,3	+1,7
dont : SAU en fermage	73,6	+1,9	107,1	+0,8	113,0	+0,0	7,7	-3,9	5,9	+73,8	17,1	+6,4	22,2	+2,4	79,8	+0,4	77,5	+1,6
Effectifs animaux (en UGB)	88,2	+0,9	7,2	+2,7	11,1	-14,5	0,1	-85,8	0,9	+2 077,0	0,5	+14,8	2,4	+8,7	103,9	+4,3	117,8	+1,2
Nombre d'UTA	2,1	+0,7	1,4	+0,2	2,3	-4,2	4,5	-7,9	4,5	+19,1	2,9	+1,6	4,8	+6,0	1,9	+0,4	1,4	-1,8
dont : UTA non salariées	1,4	-0,4	1,2	+0,5	1,4	-1,6	1,5	-9,6	1,5	+4,6	1,3	+0,8	1,5	-0,6	1,7	-0,2	1,3	-1,4
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)																		
Capacité d'autofinancement	69,0	+0,7	51,4	-7,2	93,9	-28,5	59,3	-16,8	55,9	+26,6	88,8	+24,2	59,9	-12,8	79,0	+3,2	45,5	-0,4
- Prélèvements privés	42,0	-2,9	37,0	-20,3	71,5	-7,6	37,2	-18,0	41,7	+26,2	49,8	+3,4	39,9	+1,9	44,6	+7,6	22,3	-9,9
= Autofinancement	27,0	+6,9	14,4	+60,7	22,4	-58,7	22,1	-14,6	14,2	+27,9	39,0	+66,8	20,0	-32,3	34,3	-2,0	23,2	+10,6
Actif immobilisé	266,6	+1,7	208,4	-0,4	315,8	-1,5	149,8	-11,1	116,8	+7,7	238,9	+3,8	181,7	+2,9	318,9	+0,8	275,4	+1,6
Actif circulant	177,9	+1,4	141,4	-2,8	211,4	-8,7	100,8	-8,6	121,2	+37,2	387,4	+3,8	150,2	+6,1	124,1	+3,7	110,0	+0,2
Stocks	105,3	+0,3	69,4	-6,1	89,4	-8,6	26,6	-8,7	46,5	+26,9	283,6	+2,1	37,8	-1,4	68,3	+4,0	72,4	+2,0
Capitaux propres	259,3	+0,9	212,6	-2,6	289,3	-7,1	92,4	-8,5	98,2	+42,5	427,7	+3,8	171,0	-1,8	242,5	+2,1	270,1	+2,3
Endettement total	186,8	+2,6	138,5	+0,4	240,3	-1,1	160,2	-10,9	141,3	+9,4	200,2	+3,7	162,5	+11,8	202,3	+0,9	115,9	-1,3
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)																		
Ventes et autoconsommation	201,6	-1,1	144,6	-3,7	259,2	-14,7	273,1	-17,0	292,6	+15,4	221,2	+2,5	220,4	+2,2	204,2	+5,1	85,8	-1,9
- Achats d'animaux	8,0	-1,0	2,0	+50,3	1,5	-73,0	0,0	-75,7	0,0	-78,3	0,0	-14,6	0,3	+20,9	4,3	-1,2	6,7	-2,5
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	193,6	-1,1	142,6	-4,2	257,7	-13,6	273,1	-17,0	292,5	+15,4	221,2	+2,5	220,2	+2,2	199,9	+5,2	79,1	-1,8
+ Production stockée	2,4	+211,4	-3,2	-41,5	-3,6	-274,7	0,5	-255,4	-2,0	+590,7	11,1	-410,0	-0,5	-128,6	2,7	-52,3	4,4	-9,6
+ Production immobilisée	4,4	+14,7	1,9	+69,7	4,0	-28,8	12,1	+393,2	1,3	+16,2	6,4	+44,0	9,5	+41,1	3,5	-11,4	1,5	-23,1
+ Produits divers	5,2	+33,5	4,9	+2,9	8,8	-1,5	4,6	+21,0	6,2	+56,5	4,1	+5,9	5,7	+5,9	1,9	-4,1	1,0	-31,4
= Production de l'exercice	205,6	+0,7	146,2	-2,1	266,9	-15,3	290,4	-13,3	298,1	+15,4	242,8	+10,2	234,8	+2,4	208,0	+3,2	86,1	-3,2
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,5	+11,6	1,0	+15,5	1,0	-7,7	2,4	+4,9	0,2	+200,8	0,2	+18,6	0,2	+47,2	0,3	+35,1	0,1	+31,6
- Charges d'approvisionnement	78,0	-3,8	69,0	-4,9	103,8	-4,6	83,7	-16,6	105,5	+6,7	35,5	+1,2	40,2	+2,1	78,8	-0,2	36,2	-7,2
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	55,3	+3,5	41,6	+2,7	66,3	-5,4	83,9	-12,2	64,4	+23,6	57,8	+4,4	72,6	+8,6	60,1	+3,7	32,3	-1,0
= Valeur ajoutée	72,8	+3,8	36,6	-1,4	97,8	-28,8	125,3	-11,4	128,5	+19,4	149,7	+15,1	122,2	-0,8	69,4	+7,1	17,7	+1,9
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	+56,0	0,0	+55,3	0,0	+0,0	0,0	+0,0	0,0	+0,0	0,0	+0,0	0,0	+0,0	0,0	+0,0	0,0	+0,0
+ Subventions d'exploitation	29,5	-4,1	36,2	-6,2	42,5	-7,1	8,8	-10,8	3,7	+72,4	4,2	+8,0	15,3	+0,4	31,7	-5,4	41,6	-1,2
+ Indemnités d'assurance	2,0	-16,8	2,6	-35,3	4,1	-5,6	1,3	+0,4	4,8	+380,1	2,2	+7,2	1,7	-55,8	1,3	-15,4	1,1	-8,5
- Fermages	14,4	+2,8	15,8	+0,5	25,4	+1,6	5,6	+0,9	4,6	+18,3	22,4	+4,5	9,4	+4,5	12,0	+0,8	9,3	+1,3
- Impôts et taxes	2,3	+1,4	2,4	+5,5	3,7	-2,2	1,6	-35,3	1,5	+1,6	3,3	-0,2	2,2	+9,3	1,8	+4,0	1,3	+0,2
- Charges de personnel	15,1	+3,3	4,0	-2,1	21,4	-11,3	66,1	-5,3	73,7	+26,3	38,2	+3,1	65,5	+8,7	4,4	+6,0	1,7	-7,2
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	72,5	+0,1	53,1	-7,7	94,0	-30,2	62,1	-17,0	57,1	+21,9	92,1	+24,3	62,1	-12,5	84,2	+2,6	48,2	-0,6
+ Transferts de charge	0,4	+13,8	0,4	-2,2	1,6	+50,1	0,3	-11,5	0,6	+125,8	0,4	+12,3	0,3	-38,1	0,2	-9,4	0,1	-3,0
- Dotations aux amortissements	32,5	+2,5	32,0	-1,0	45,9	-0,2	25,7	-18,3	22,3	+18,1	23,8	+6,1	27,7	+8,4	37,2	+2,4	21,9	+1,9
= Résultat d'exploitation	40,4	-1,6	21,5	-16,1	49,7	-44,8	36,7	-16,0	35,5	+25,4	68,7	+32,0	34,7	-24,4	47,1	+2,8	26,4	-2,5
+ Produits financiers	0,8	+15,1	1,1	-0,7	2,9	+52,4	0,6	-14,6	1,0	+225,7	0,4	+14,6	0,7	+16,7	0,6	+11,4	0,2	-49,1
- Charges financières	5,1	-2,5	3,9	-4,9	6,2	-11,2	3,7	-22,9	3,2	+4,0	4,4	-0,9	3,5	+1,2	6,2	-3,1	3,2	-4,4
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	36,1	-1,1	18,7	-17,4	46,4	-45,3	33,7	-15,1	33,3	+30,4	64,7	+34,9	31,8	-26,0	41,5	+3,8	23,3	-3,1
+ Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés	4,3	-17,8	7,7	-10,7	5,3	-42,4	2,1	+80,2	0,3	-54,1	2,2	-20,7	2,6	+48,6	4,2	-11,6	3,4	-15,4
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,3	-1,9	0,3	-8,1	0,8	-6,4	2,3	-48,9	2,0	+32,0	1,5	+11,0	3,7	+24,3	1,9	-2,7	1,0	-8,8
+ Profits et charges exceptionnels	0,4	+24,0	0,7	+72,8	1,6	+126,0	-0,1	-185,8	0,3	-239,9	0,3	-73,7	0,4	+141,1	0,2	+64,7	0,2	+130,0
= Résultat de l'exercice	42,2	-2,9	27,3	-14,3	54,1	-43,4	37,9	-16,4	36,0	+30,8	68,6	+29,2	38,5	-19,5	47,9	+2,1	28,0	-4,5
RCAI par Utans	25,2	-0,7	15,3	-17,8	34,2	-44,4	23,0	-6,0	22,8	+24,6	49,7	+33,8	21,5	-25,5	24,7	+4,0	18,3	-1,7

* UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

** UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Source : SSP - RICA 2013 et 2014 provisoire

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros.

Tableau 1 (suite)

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2014

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2013 en valeur réelle

	Bovins mixtes		Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Granivores mixtes		Polyculture, polyélevage	
	2014	% évo.	2014	% évo.	2014	% évo.	2014	% évo.	2014	% évo.	2014	% évo.
Echantillon	240		370		171		194		130		864	
Population	8 451		13 573		5 709		12 101		5 395		35 388	
Caractéristiques physiques												
Surface agricole utilisée (en ha)	132,2	+3,6	92,1	+0,4	64,5	-2,0	49,7	+10,8	97,2	+10,0	122,1	+0,8
dont : SAU en fermage	117,7	+4,8	59,1	+6,1	55,7	-0,1	38,7	+12,0	80,9	+7,4	106,8	+2,0
Effectifs animaux (en UGB)	175,8	+5,0	84,0	+1,9	469,6	+0,5	541,7	-0,9	274,5	+3,8	98,4	+3,9
Nombre d'UTA	2,0	+0,2	1,6	-1,3	2,4	-1,2	1,8	+2,3	2,3	+7,5	2,0	-0,5
dont : UTA non salariées	1,8	+0,3	1,4	-1,5	1,4	-3,0	1,4	+1,6	2,0	+7,2	1,6	-0,7
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)												
Capacité d'autofinancement	86,2	+3,0	48,3	+12,3	65,1	-27,8	71,2	+13,1	87,4	+5,8	71,6	-3,9
- Prélèvements privés	49,6	+5,1	29,4	+16,2	48,7	-8,7	38,4	+0,8	60,8	+19,7	41,9	-7,7
= Autofinancement	36,6	+0,3	18,8	+6,7	16,4	-55,8	32,8	+31,9	26,5	-16,6	29,7	+2,1
Actif immobilisé	410,3	+4,9	196,4	-1,9	390,2	+0,8	243,8	-5,3	336,9	+6,7	316,1	+1,8
Actif circulant	176,7	+2,1	83,9	+3,3	223,3	-6,5	124,7	-3,6	163,8	-0,7	164,5	-0,0
Stocks	112,5	+0,7	37,2	+4,8	176,4	-6,3	59,6	+0,6	103,8	-2,7	91,6	-0,3
Capitaux propres	344,6	+5,6	174,9	-3,5	191,1	-11,9	125,1	+0,4	237,3	+1,6	257,1	-1,9
Endettement total	245,1	+2,6	106,0	+5,1	425,0	+3,2	245,7	-7,0	267,2	+6,7	225,1	+4,8
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)												
Ventes et autoconsommation	229,6	+5,0	94,4	+5,3	548,9	-7,6	381,2	-3,4	352,8	+2,2	218,5	+0,6
- Achats d'animaux	14,7	-11,8	3,1	+8,4	31,9	-4,1	61,5	-9,4	26,3	-23,9	12,3	+5,2
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	214,9	+6,3	91,3	+5,2	517,0	-7,8	319,7	-2,2	326,4	+5,1	206,2	+0,3
+ Production stockée	6,1	-45,4	1,3	+7,4	-15,4	+889,5	3,0	+80,8	-0,7	-113,6	0,7	-74,4
+ Production immobilisée	3,5	+11,8	2,7	-17,9	25,6	+26,2	1,9	-72,5	11,2	+16,8	6,1	+36,6
+ Produits divers	2,1	+29,2	0,9	-9,3	3,4	-15,2	3,4	-31,5	2,2	-15,2	5,1	+0,2
= Production de l'exercice	226,6	+3,9	96,2	+4,2	530,5	-9,1	328,0	-3,6	339,1	+3,3	218,2	+0,1
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,3	+6,4	0,1	-5,9	0,5	-16,5	0,4	+21,5	0,5	-2,5	0,6	+7,4
- Charges d'approvisionnement	97,4	+1,5	42,1	-3,5	326,7	-9,9	192,4	-9,4	175,6	-0,9	92,3	-3,1
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	65,1	+5,5	34,0	+3,0	109,8	+5,9	59,5	-3,3	83,2	+7,2	64,8	+5,7
= Valeur ajoutée	64,3	+6,3	20,2	+28,0	94,6	-20,0	76,4	+14,8	80,8	+9,4	61,7	-0,4
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	+0,0	0,0	-101,1	0,0	+0,0	0,0	+0,0	0,0	+0,0	0,0	+0,0
+ Subventions d'exploitation	47,7	-1,7	39,5	+3,8	18,4	-9,6	16,3	+3,7	33,0	+2,4	40,3	-4,8
+ Indemnités d'assurance	1,6	-20,1	1,1	+28,0	0,6	-33,9	1,6	-47,4	1,3	-58,7	2,7	-14,7
- Fermages	15,8	+3,7	5,9	+7,0	9,8	-6,1	6,9	+17,2	12,9	+4,4	16,1	+3,6
- Impôts et taxes	2,2	+7,5	1,1	-1,2	2,8	-2,8	1,7	-3,7	2,5	+10,9	2,4	+3,9
- Charges de personnel	3,6	+3,8	2,9	+5,8	25,1	+1,8	8,5	+7,2	5,5	+15,2	9,7	-0,8
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	91,9	+1,9	50,9	+12,3	75,9	-25,2	77,2	+10,8	94,3	+4,9	76,4	-4,1
+ Transferts de charge	0,2	-26,7	0,1	-26,1	0,3	-43,5	0,6	+49,8	0,3	+10,8	0,3	+44,4
- Dotations aux amortissements	44,5	+6,8	22,0	+3,7	47,6	+1,4	37,5	+1,2	42,5	+6,6	41,7	+3,5
= Résultat d'exploitation	47,6	-2,4	29,0	+19,5	28,6	-48,3	40,2	+22,0	52,1	+3,5	35,0	-11,6
+ Produits financiers	0,6	+5,6	0,2	-20,0	0,9	-1,9	0,6	+3,8	0,7	+21,0	0,9	+17,2
- Charges financières	7,0	-4,4	2,9	+4,7	12,4	-6,5	7,2	-11,1	8,2	+6,3	6,5	+3,2
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	41,2	-1,9	26,2	+21,1	17,1	-60,3	33,6	+32,0	44,6	+3,3	29,4	-13,7
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	6,4	+3,8	2,6	-9,5	1,3	-61,9	2,6	-41,8	4,6	-36,0	5,2	-23,9
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	2,2	-1,1	1,8	+14,1	1,6	-9,9	1,7	+20,3	2,1	+6,8	1,4	-8,6
+ Profits et charges exceptionnels	0,5	-1 027,9	0,0	-118,6	0,3	-12,6	0,1	-79,1	0,2	-148,9	0,5	+449,4
= Résultat de l'exercice	50,3	-0,2	30,7	+16,9	20,2	-58,3	38,0	+19,7	51,6	-0,6	36,5	-14,2
RCAI par Utans	22,7	-2,2	18,4	+22,9	11,9	-59,1	24,0	+29,9	22,0	-3,8	18,7	-13,1

* UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

** UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Source : SSP - RICA 2013 et 2014 provisoire

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros.

Tableau 2

Situation financière des exploitations en 2013 et 2014

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage		Fleurs et horticulture diverse		Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Résultat courant avant impôts	36,3	34,9	21,6	17,7	83,3	47,3	38,0	35,7	31,8	27,9	49,5	64,0	43,1	29,5	40,2	41,0
+ Dotation aux amortissements	31,9	32,3	32,4	32,1	46,0	45,6	28,6	27,3	21,6	21,0	22,9	23,8	25,9	27,0	36,5	37,2
+ Charges et produits exceptionnels	0,3	0,4	0,4	0,7	0,9	1,7	0,2	-0,2	-0,3	0,4	1,1	0,3	0,1	0,4	0,1	0,2
= Capacité d'autofinancement	67,6	68,6	50,5	54,5	94,5	130,2	62,8	66,8	49,3	53,2	88,1	73,5	56,8	69,1	78,4	76,8
- Prélèvements privés	41,6	43,1	35,6	44,6	73,3	76,1	39,5	43,5	35,5	37,5	50,5	49,5	37,9	43,6	44,7	41,8
= Autofinancement	26,0	25,4	15,0	9,9	21,2	54,1	23,2	23,2	13,8	15,6	37,5	24,0	18,9	25,5	33,7	35,1
+ Cessions d'immobilisations	8,1	9,3	14,3	13,8	9,7	17,1	3,4	2,6	1,8	1,4	4,3	4,4	4,5	3,2	8,7	9,6
+ Subventions d'équipement reçues	1,4	1,2	0,2	0,1	0,6	0,6	3,0	2,2	1,4	1,5	3,7	2,5	3,6	3,6	1,3	1,4
+ Nouvelles dettes financières	36,5	34,8	29,8	32,0	38,5	51,0	34,3	21,2	21,0	20,0	45,5	32,7	26,3	23,9	40,0	39,2
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,7	1,7	0,2	-0,6	-0,2	-6,0	14,1	2,7	2,1	5,3	0,6	3,8	6,0	5,5	-0,3	2,5
+ Diminution de trésorerie nette	0,1	2,8	0,0	6,9	6,4	0,0	0,0	7,7	0,4	0,0	0,0	0,0	2,6	0,0	0,0	0,6
= Total des ressources	72,7	75,4	59,5	62,0	76,2	116,8	78,0	59,7	40,5	43,8	91,7	67,4	62,0	61,8	83,4	88,5
Acquisitions d'immobilisations	36,6	41,6	34,9	45,7	44,1	63,9	43,6	25,0	18,8	20,7	36,7	34,7	34,0	33,2	40,1	43,9
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,6	1,4	-0,2	-0,3	0,0	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,8	3,9
+ Charges à répartir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Remboursements des dettes financières	35,5	32,9	30,2	28,6	45,0	47,1	28,8	30,8	24,7	21,6	39,9	31,0	23,0	22,7	39,2	36,9
+ Variation des stocks	0,2	-0,4	-4,1	-5,8	-4,4	2,1	0,7	-0,8	-1,8	0,4	9,4	-2,4	0,1	2,3	1,6	2,2
+ Variation des créances auprès des tiers	-0,3	-0,1	-1,5	-6,1	-8,6	3,3	-5,1	4,6	-1,0	-0,9	4,8	3,2	4,8	-0,8	0,4	1,5
+ Variation des comptes de régularisation	0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	-0,4	0,2	0,1
+ Augmentation de trésorerie nette	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,5	9,7	0,0	0,0	2,0	0,8	0,7	0,0	4,8	1,3	0,0
= Total des emplois	72,7	75,4	59,5	62,0	76,2	116,8	78,0	59,7	40,5	43,8	91,7	67,4	62,0	61,8	83,4	88,5
Variation du fonds de roulement net	-0,8	-5,1	-5,8	-18,2	-19,2	12,0	-8,7	-6,5	-5,3	-3,8	14,4	-2,2	-3,6	0,5	3,7	0,6
Variation du besoin en fonds de roulement	-0,6	-2,2	-5,8	-11,3	-12,8	11,5	-18,4	1,1	-5,0	-5,8	13,6	-2,8	-1,0	-4,4	2,4	1,3
Variation de trésorerie nette	-0,1	-2,8	0,0	-6,9	-6,4	0,6	9,7	-7,7	-0,4	2,0	0,8	0,6	-2,6	4,9	1,2	-0,6
Investissement total	29,1	33,7	20,5	31,5	34,5	46,4	40,3	22,4	17,0	19,3	32,4	30,3	29,4	29,9	32,2	38,2
Excédent de trésorerie d'exploitation	66,4	69,0	56,7	68,1	103,9	119,3	66,5	65,7	54,3	60,8	67,0	70,3	50,8	69,4	78,3	72,6

Bilan 2014	Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture													
	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Actif immobilisé	263,6	266,6	211,9	208,4	319,1	315,8	135,2	149,8	120,9	116,8	227,9	238,9	175,7	181,7	318,2	318,9				
Terrains	39,5	40,8	51,6	53,5	34,8	36,2	17,6	17,9	14,0	14,3	75,7	77,5	21,0	21,1	22,0	22,8				
Aménagements terrains	2,5	2,7	3,1	3,3	1,8	1,8	1,7	1,6	2,2	2,0	1,6	1,6	1,6	1,7	1,9	2,0				
Constructions	54,9	56,2	17,7	18,8	40,6	40,7	39,1	43,8	36,4	35,5	45,6	49,8	28,3	32,2	88,3	88,2				
Installations spécialisées	11,5	11,6	6,1	6,2	16,2	16,0	13,7	15,1	32,7	30,8	5,3	6,0	16,6	15,8	18,1	18,4				
Matériel	80,5	78,1	100,6	94,0	133,7	126,7	50,6	58,5	22,5	20,6	44,0	46,2	49,1	49,0	87,9	85,6				
Plantations (y compris forêt)	7,6	7,8	0,3	0,3	1,3	1,2	1,5	1,4	2,1	2,2	40,4	41,1	41,3	44,5	0,0	0,0				
Animaux reproducteurs	45,0	46,3	6,3	6,0	6,0	5,8	0,1	0,1	1,1	1,0	0,4	0,4	1,9	1,8	81,7	82,7				
Autres immobilisations	22,2	23,1	26,1	26,4	84,8	87,5	11,0	11,5	10,0	10,3	15,0	16,3	15,9	15,8	18,3	19,1				
Actif circulant	175,7	177,9	145,4	141,4	224,6	211,4	95,2	100,8	124,4	121,2	368,2	387,4	145,7	150,2	120,3	124,1				
Stocks et en-cours	104,7	105,3	73,7	69,4	93,3	89,4	26,1	26,6	48,5	46,5	272,1	283,6	37,9	37,8	66,8	68,3				
dont animaux circulants	23,0	23,0	3,2	3,0	5,5	5,8	0,0	0,0	0,5	0,3	0,2	0,2	1,1	0,6	30,3	30,8				
Valeurs réalisables	42,1	42,6	40,2	39,2	84,0	78,9	28,9	32,1	36,0	33,5	62,7	68,1	58,3	65,0	32,9	33,0				
Valeurs disponibles	29,0	29,9	31,5	32,7	47,3	43,2	40,1	42,1	40,0	41,2	33,4	35,8	49,4	47,5	20,6	22,9				
Régularisation actif	1,8	1,8	1,5	1,5	2,8	2,8	1,7	2,0	1,4	1,4	1,7	1,7	1,7	1,9	2,0	2,0				
Total actif	441,1	446,3	358,8	351,3	546,6	530,1	232,1	252,6	246,8	239,5	597,8	628,0	323,1	333,9	440,4	445,0				
Capitaux propres	259,0	259,3	222,3	212,6	306,8	289,3	91,4	92,4	104,6	98,2	406,6	427,7	172,2	171,0	239,9	242,5				
Total endettement	181,9	186,8	136,3	138,5	239,3	240,3	140,6	160,2	142,2	141,3	191,1	200,2	150,5	162,5	200,3	202,3				
Dettes à long ou moyen terme	118,4	120,0	91,2	90,4	164,7	160,3	77,0	77,8	74,4	70,9	92,5	98,1	82,1	86,7	146,3	147,9				
Emprunts à court terme	6,3	7,2	4,3	5,5	6,5	8,2	4,4	8,2	5,6	5,5	11,6	11,9	5,2	4,4	5,5	5,5				
Autres dettes financières à - 1 an	9,3	10,6	6,8	8,4	7,9	11,5	10,0	11,6	4,4	4,2	10,2	12,1	5,8	7,8	7,0	7,4				
Dettes auprès de tiers	47,9	49,1	34,0	34,2	60,2	60,3	49,3	62,5	57,8	60,6	76,8	78,0	57,3	63,6	41,5	41,6				
Régularisation passif	0,2	0,2	0,1	0,2	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,4	0,4	0,3	0,1				
Total passif	441,1	446,3	358,8	351,3	546,6	530,1	232,1	252,6	246,8	239,5	597,8	628,0	323,1	333,9	440,4	445,0				

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2013 et 2014

Source : SSP - RICA 2013 et 2014 provisoire

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros.

Tableau 2 (suite)

Situation financière des exploitations en 2013 et 2014

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Granivores mixtes		Polyculture polyélevage	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Résultat courant avant impôts	23,1	23,2	44,7	42,0	21,9	26,0	40,7	17,7	25,9	34,4	47,7	42,5	34,5	31,2
+ Dotation aux amortissements	21,7	21,9	43,4	44,4	21,7	22,1	46,9	48,0	38,2	38,1	41,1	41,7	41,7	42,4
+ Charges et produits exceptionnels	0,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,3	0,2	0,5	0,2	-0,8	0,2	0,1	0,3
= Capacité d'autofinancement	45,3	45,0	86,9	88,1	48,0	43,6	65,9	87,9	72,7	64,6	84,4	88,1	74,0	76,4
- Prélèvements privés	22,1	24,0	51,7	45,6	30,1	25,9	49,1	51,3	39,0	40,5	61,1	52,5	43,4	46,1
= Autofinancement	23,3	21,0	35,3	42,6	18,0	17,7	16,8	36,6	33,8	24,2	23,3	35,5	30,6	30,3
+ Cessions d'immobilisations	5,4	6,3	9,9	11,4	4,8	5,5	3,7	6,1	6,1	10,3	8,4	13,0	8,6	13,9
+ Subventions d'équipement reçues	0,6	0,6	0,7	1,8	1,9	1,8	2,7	1,8	0,6	1,2	2,0	1,8	0,9	1,0
+ Nouvelles dettes financières	21,6	22,0	52,1	46,5	21,3	16,5	81,2	73,9	28,4	26,1	53,7	54,3	45,8	46,7
+ Variation des dettes auprès des tiers	-0,2	0,7	3,1	3,3	0,0	1,7	2,9	2,1	2,7	1,0	-7,1	7,3	3,5	3,6
+ Diminution de trésorerie nette	0,3	2,1	3,7	1,9	0,0	1,4	5,0	8,2	0,0	10,2	2,8	6,1	0,3	5,9
= Total des ressources	51,0	52,5	104,7	107,4	46,1	44,6	112,3	128,7	71,6	72,9	83,2	118,1	89,7	101,4
Acquisitions d'immobilisations	24,6	26,6	47,4	52,4	24,5	26,1	57,9	59,9	29,2	35,3	38,7	60,9	48,0	56,9
+ Augmentation des animaux reproducteurs	3,4	3,1	4,4	5,9	-0,3	1,3	-1,3	-0,1	0,4	0,4	0,0	2,8	1,8	2,7
+ Charges à répartir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Remboursements des dettes financières	22,4	20,6	50,2	44,6	18,8	17,7	72,0	72,5	37,1	39,7	52,1	46,3	42,4	40,6
+ Variation des stocks	0,5	2,1	-0,4	5,2	0,9	0,6	-15,1	-1,8	2,5	0,4	-2,2	4,4	-0,6	-0,2
+ Variation des créances auprès des tiers	0,0	0,0	1,4	1,0	1,7	-1,2	-1,5	-1,6	-1,8	-2,7	-5,7	3,5	-1,9	1,3
+ Variation des comptes de régularisation	0,0	0,0	1,8	-1,7	0,0	0,1	0,4	-0,2	0,1	-0,2	0,3	0,0	0,1	0,0
+ Augmentation de trésorerie nette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
= Total des emplois	51,0	52,5	104,7	107,4	46,1	44,6	112,3	128,7	71,6	72,9	83,2	118,1	89,7	101,4
Variation du fonds de roulement net	0,4	-0,6	-4,1	-0,7	3,0	-3,6	-24,1	-13,9	2,1	-13,7	-3,3	-5,5	-6,2	-8,4
Variation du besoin en fonds de roulement	0,8	1,5	-0,3	1,2	2,6	-2,3	-19,1	-5,6	-1,9	-3,5	-0,5	0,6	-5,8	-2,6
Variation de trésorerie nette	-0,3	-2,1	-3,8	-1,9	0,4	-1,4	-5,0	-8,3	4,0	-10,2	-2,8	-6,1	-0,4	-5,8
Investissement total	22,6	23,4	41,9	46,9	19,4	21,9	52,9	53,8	23,6	25,4	30,2	50,8	41,2	45,8
Excédent de trésorerie d'exploitation	42,7	40,9	83,4	85,8	46,4	42,6	78,8	83,9	77,6	71,6	85,9	74,5	75,3	76,9

Bilan 2014	Ouv. Clôture													
	Ouv. Clôture													
Actif immobilisé	271,2	275,4	406,1	410,3	194,9	196,4	381,2	390,2	251,9	243,8	338,8	336,9	313,5	316,1
Terrains	42,3	43,9	28,8	29,5	30,4	32,1	23,4	23,9	20,5	21,5	17,5	18,5	31,1	32,9
Aménagements terrains	1,5	1,7	4,0	3,7	1,4	1,4	3,0	3,1	2,7	2,6	2,3	2,6	3,2	3,1
Constructions	45,5	44,9	99,8	97,4	47,7	47,9	177,6	188,6	88,2	84,7	96,3	94,6	61,7	62,6
Installations spécialisées	3,6	3,4	18,9	17,0	6,9	6,8	13,1	13,0	13,7	13,5	18,2	19,3	14,8	15,5
Matériel	55,6	55,4	100,6	102,8	55,7	54,6	83,0	80,9	95,7	89,8	97,2	93,5	108,8	105,0
Plantations (y compris forêt)	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,6	0,0	0,0	2,8	2,9
Animaux reproducteurs	115,5	119,0	138,5	143,2	46,6	46,8	53,8	52,0	17,5	18,0	87,1	87,6	63,6	65,4
Autres immobilisations	7,0	7,0	15,4	16,5	6,2	6,6	27,1	28,6	12,7	13,3	20,2	20,8	27,7	28,6
Actif circulant	109,5	110,0	177,2	176,7	80,1	83,9	239,8	223,3	121,5	124,7	167,5	163,8	167,0	164,5
Stocks et en-cours	72,0	72,4	112,7	112,5	36,4	37,2	192,2	176,4	57,2	59,6	105,8	103,8	93,5	91,6
dont animaux circulants	46,9	47,1	67,9	68,3	13,4	14,6	137,6	125,5	33,5	35,9	60,5	58,5	33,5	33,0
Valeurs réalisables	18,5	19,0	37,4	38,2	24,1	25,7	30,1	28,6	40,1	39,1	36,6	33,5	43,6	42,6
Valeurs disponibles	19,0	18,6	27,1	26,1	19,7	21,0	17,6	18,3	24,2	26,0	25,1	26,5	29,9	30,3
Régularisation actif	0,8	0,8	2,9	2,7	0,7	0,8	3,0	2,9	2,1	2,4	3,5	3,8	1,8	1,8
Total actif	381,4	386,2	586,2	589,8	275,8	281,1	624,0	616,4	375,5	370,9	509,8	504,5	482,3	482,4
Capitaux propres	264,8	270,1	344,8	344,6	173,6	174,9	218,5	191,1	126,4	125,1	246,8	237,3	262,9	257,1
Total endettement	116,5	115,9	240,5	245,1	102,0	106,0	405,0	425,0	248,9	245,7	262,8	267,2	219,2	225,1
Dettes à long ou moyen terme	82,9	82,1	169,1	169,4	73,3	75,5	259,9	266,3	170,9	165,9	182,6	183,7	148,8	150,6
Emprunts à court terme	3,6	3,4	7,7	7,7	2,6	2,7	16,6	21,4	4,6	4,8	8,9	9,1	6,0	6,8
Autres dettes financières à - 1 an	4,9	5,5	9,4	12,2	4,2	4,4	55,6	59,9	17,2	16,3	19,8	24,0	12,3	12,8
Dettes auprès de tiers	25,1	25,0	54,3	55,9	21,9	23,4	72,9	77,4	56,2	58,7	51,5	50,4	52,0	54,9
Régularisation passif	0,1	0,1	0,9	0,1	0,2	0,2	0,5	0,3	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2
Total passif	381,4	386,2	586,2	589,8	275,8	281,1	624,0	616,4	375,5	370,9	509,8	504,5	482,3	482,4

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2013 et 2014

Source : SSP - RICA 2013 et 2014 provisoire

Champ : exploitations avec PBS > 25 000 euros